

Heurts au Burundi : la CIRGL délocalise son siège en Zambie

@rib News, 20/11/2015 à€ Source AFP La Conférence internationale pour la région des Grands lacs (CIRGL), qui regroupe douze pays de la sous-région, a délocalisé "provisoirement" son siège de Bujumbura vers la Zambie, en raison de l'aggravation de la crise au Burundi, qui risque de "devenir irrémédiable". "Nous allons, à partir de maintenant, travailler depuis (...) Lusaka en Zambie", a annoncé le secrétaire exécutif de la CIRGL, le congolais Ntumba Louaba (photo), dans une lettre aux ministres étrangers des pays membres, datée du 18 novembre.

"Mon personnel et moi-même ne nous sentons pas en sécurité à Bujumbura, où se trouve le siège de notre organisation", écrit dans cette lettre M. Louaba. Le 18 mai, - cinq jours après l'échec d'une tentative de coup d'Etat militaire et alors que Bujumbura était le théâtre de manifestations quasi-quotidiennes souvent violemment réprimées -, la décision avait été prise de déplacer temporairement le siège de l'organisation ailleurs qu'à Bujumbura. Mais la mise oeuvre de cette décision avait été suspendue le temps "d'observer l'évolution de la situation", précise le secrétaire exécutif. "Aujourd'hui, la situation s'est aggravée au Burundi, particulièrement à Bujumbura, et demeure extrêmement volatile", poursuit-il. "Honorables ministres, si rien n'est fait immédiatement, le Burundi pourrait plonger dans un cycle de violences qui aboutira à l'irrémédiable", avertit-il, estimant la situation "très inquiétante". "Chaque semaine, si ce n'est chaque jour, des cadavres sont découverts dans les rues de Bujumbura et parfois ailleurs dans le pays. Il y a aussi des tirs et explosions de grenades dans la journée, faisant de nombreux morts et blessés" chez les policiers ou les civils, détaille le haut diplomate. Selon un diplomate africain, cette délocalisation est "un coup dur, un de plus pour Nkurunziza, qui est en train d'être lâché par tout le monde et même les pays africains". Le Burundi a plongé fin avril dans une grave crise politique marquée de violences, à l'annonce de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat qui, selon ses adversaires, viole la Constitution et l'accord d'Arusha ayant mis fin à la guerre civile (1993-2006, 300.000 morts). La répression des manifestations et la réélection en juillet de M. Nkurunziza, lors d'un scrutin controversé, n'ont pas empêché l'intensification des violences, désormais armées, marquées par des assassinats ciblés et des attaques contre la police.